



Les grands titres:

- Burundi : l'ONU s'inquiète d'un risque d'instabilité prolongée et de possibles représailles
- Mali : l'ONU se réjouit de la signature de l'accord de paix
- L'ONU déplore la poursuite des activités de colonisation par Israël en Cisjordanie
- Asie du Sud-Est : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce les renvois en mer de bateaux de migrants
- Journée des familles : Ban Ki-moon appelle à défendre les droits des femmes et des enfants
- Chypre : l'ONU se félicite de la reprise des négociations sur des bases concrètes
- Des centaines d'enfants libérés par les groupes armés en République Centrafricaine, selon l'UNICEF
- Népal : l'ONU appelle à intensifier l'aide humanitaire d'urgence avant la mousson
- Sur fond de trêve humanitaire au Yémen, le HCR achemine de l'aide par voie aérienne

Burundi : l'ONU s'inquiète d'un risque d'instabilité prolongée et de possibles représailles



15 mai - Alors qu'une tentative de coup d'Etat au Burundi a échoué, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exprimé vendredi son inquiétude concernant la situation dans le pays, craignant une instabilité prolongée et de possibles représailles.

« Je suis profondément préoccupé par la situation extrêmement tendue au Burundi. Nous recevons des messages alarmants de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes qui craignent pour leur sécurité. Je demande instamment aux autorités burundaises d'assurer leur protection et de garantir qu'il n'y aura pas de représailles illégales à la suite du coup d'Etat raté de mercredi », a déclaré M. Zeid dans une déclaration à la presse publiée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Le Haut-Commissaire a estimé qu'il y avait « un véritable risque que le Burundi sombre dans le chaos » et il a appelé à éviter « les représailles contre les militants présumés, les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les nombreux citoyens qui ont manifesté contre le gouvernement ».

M. Zeid a demandé à toutes les forces armées et acteurs non étatiques « d'éviter de recourir à des actions violentes et d'accorder une attention particulière à la protection des civils dans ce contexte très volatil ».

Alors qu'il y a eu des appels de la société civile à redémarrer les manifestations dans la capitale Bujumbura, M. Zeid a appelé les autorités burundaises à garantir que les forces de sécurité respectent les obligations du pays en matière de droit international des droits de l'homme et les normes internationales concernant le maintien de l'ordre lors de manifestations.

Selon la presse, le Président burundais Pierre Nkurunziza a fait son retour vendredi dans la capitale Bujumbura et les officiers putschistes, dont leur chef, le général Godefroid Niyombaré, ont tous été arrêtés. La tentative de coup d'Etat a eu lieu alors que le Président assistait à un sommet africain en Tanzanie.

Le HCDH a indiqué avoir reçu des informations faisant état de nombreuses attaques contre des médias publics et privés. Le Haut-Commissariat a appelé à la réouverture de tous les médias et au respect de l'indépendance des journalistes.

« Il faut de toute urgence garantir la sécurité des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes », a dit M. Zeid, soulignant qu'un défenseur des droits de l'homme reconnu, Pierre-Claver Mbonimpa, s'est caché après avoir reçu des menaces de mort.

« Ceux qui incitent ou commettent des actes de violence de grande ampleur sont passibles de poursuites par les organes judiciaires compétents, comme l'a fait remarquer une récente déclaration de la Procureur de la Cour pénale internationale », a-t-il ajouté.

Le HCDH s'est inquiété de l'impact de l'instabilité sur la situation humanitaire alors que le nombre de réfugiés fuyant le Burundi vers les pays voisins a nettement augmenté.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué vendredi que plus de 105.000 personnes ont fui le pays vers la Tanzanie, le Rwanda et la République démocratique du Congo depuis le début de la crise politique au Burundi.

Le HCR a noté que les arrivées de réfugiés burundais ont fortement augmenté ces derniers jours en Tanzanie. Plus de 50.000 Burundais vivent dans des conditions difficiles à Kagunga au bord du lac Tanganyika, selon les autorités locales, et il y aurait au moins 10.000 personnes attendant à la frontière de pouvoir entrer en Tanzanie.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a discuté vendredi matin au téléphone avec le Président du Kenya, Uhuru Kenyatta, à propos de la situation au Burundi.

Lors de cette conversation, le Secrétaire général a souligné la nécessité pour les dirigeants de la région de se joindre aux efforts pour aider à résoudre la crise au Burundi, a précisé son porte-parole adjoint, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

M. Ban prévoit de parler avec le Président Nkurunziza et d'autres dirigeants au cours des prochains jours, a-t-il précisé.

Pour sa part, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, se trouvait vendredi au Burundi.

Mali : l'ONU se réjouit de la signature de l'accord de paix



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

15 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est réjoui vendredi de la signature à Bamako de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali par le gouvernement malien et une partie des groupes armés, ceux dits de la Plateforme.

Il a félicité les parties et l'équipe de médiation menée par l'Algérie pour leurs efforts ayant produit ce texte équilibré.

« Le Secrétaire général considère que la signature par certaines des parties aujourd'hui est un pas important vers l'établissement d'une paix durable au Mali et espère sincèrement que les autres parties au processus d'Alger adhéreront à l'Accord dès que possible. A cet égard, il se réjouit également du paraphe de l'Accord par les groupes armés de la Coordination, le 14 mai à Alger », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Selon la presse, les groupes armés de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) réclament des discussions supplémentaires. Jeudi, après avoir approuvé cet accord qui avait été validé en mars par les autorités maliennes et des mouvements pro-gouvernementaux, les groupes rebelles à dominante touareg avaient prévenu qu'ils ne viendraient pas le signer.

Selon le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon « est fermement convaincu que cet accord est une base

solide sur laquelle construire une paix juste et durable au Mali. Il appelle les parties à laisser l'Accord ouvert à l'adhésion des parties restantes et à poursuivre le dialogue en vue d'obtenir la signature de toutes les parties dès que possible ».

Le chef de l'ONU a appelé l'équipe de médiation et les signataires de l'Accord à identifier les dispositions qui peuvent être mises en œuvre dans l'attente d'une signature par toutes les parties et à accorder la priorité aux aspects susceptibles de contribuer à un environnement propice pour y parvenir.

Le Secrétaire général a rappelé à toutes les parties que l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014 et les déclarations de cessation des hostilités du 24 juillet 2014 et du 19 février 2015 demeurent en vigueur et les exhorte à honorer leurs engagements en la matière.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, était présent à la cérémonie de signature de l'accord à Bamako.

Il a lu un message de Ban Ki-moon qui a insisté sur le fait que le texte même imparfait constituait "une excellente base pour la poursuite du processus de paix inter-malien". Le chef de l'ONU a regretté "qu'une des parties au conflit ne soit pas présente aujourd'hui".

"Le fait que seules certaines des parties signent l'accord de paix aujourd'hui ne peut en aucun cas servir de prétexte à la reprise d'opérations militaires contre les non-signataires", a-t-il poursuivi dans son message. "Les semaines et les mois à venir nous diront si les parties ont le courage de faire les gestes nécessaires à l'établissement de la confiance, au ralliement de tous les Maliens derrière l'accord de paix et à la pleine mise en œuvre de cet accord".

L'ONU déplore la poursuite des activités de colonisation par Israël en Cisjordanie



15 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a vivement déploré vendredi la poursuite des activités de colonisation à trois reprises au cours des trois dernières semaines par les autorités israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

Le chef de l'ONU « rappelle que les colonies sont illégales en vertu du droit international et demande instamment au gouvernement d'Israël d'arrêter et de revenir sur ces décisions dans l'intérêt de la paix et d'un accord juste sur le statut final », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général réitère que la communauté internationale ne reconnaît pas les actions unilatérales sur le terrain et que le statut de Jérusalem ne peut être résolu que par des négociations », a-t-il ajouté.

Selon la presse, début mai, Israël a donné son feu vert à la construction de 900 logements de colons à Jérusalem-Est, la partie palestinienne de la ville occupée et annexée par Israël.

Asie du Sud-Est : le chef des droits de l'homme de l'ONU dénonce les renvois en mer de bateaux de migrants



15 mai - Alors qu'environ 6.000 migrants rohingyas et bangladais seraient bloqués en mer dans l'Asie du Sud-Est, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté vendredi les gouvernements de la région à agir rapidement pour protéger leurs vies.

Le Haut-Commissaire a félicité l'Indonésie pour avoir débarqué 582 migrants le 10 mai, et la Malaisie pour en avoir débarqué 1.018 le jour suivant, mais a déclaré que les renvois qui ont également eu lieu mettaient des vies en danger.

« Je suis consterné par les rapports indiquant que la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont déjà renvoyé des bateaux remplis de migrants vulnérables vers la mer, ce qui va forcément aboutir à de nombreuses morts qui auraient pu être évitées.

L'accent devrait être mis sur le fait de sauver des vies et non de les mettre davantage en danger », a-t-il dit.

Les informations selon lesquelles un autre bateau, avec à son bord des centaines de personnes se trouvant dans des conditions abjectes, aurait reçu des vivres avant d'être renvoyé en mer par la marine thaïlandaise jeudi sont « incompréhensibles et inhumaines », a-t-il ajouté.

Zeid Ra'ad Al Hussein a aussi déclaré être alarmé par des rapports selon lesquels des pays de la région menacent de criminaliser les migrants et demandeurs d'asile vulnérables ayant traversé les frontières de manière irrégulière. « Les gouvernements de l'Asie du Sud-Est doivent répondre à cette crise en partant du principe que les migrants, indépendamment de leur statut légal, de la manière dont ils arrivent aux frontières ou d'où ils viennent, sont des personnes qui ont des droits qui doivent être respectés. Criminaliser des personnes vulnérables comme celles-ci, dont des enfants, et les placer en détention n'est pas la solution », a-t-il dit

Selon le droit international des droits de l'homme et des réfugiés, les circonstances individuelles de tous les migrants et demandeurs d'asile devraient être évaluées aux frontières internationales et une protection adéquate leur être fournie, y compris en garantissant le respect du principe de non-refoulement, a poursuivi le Haut-Commissaire.

Il a aussi insisté sur la nécessité d'agir davantage contre les trafiquants et passeurs abusifs qui retiendraient entassés des milliers de migrants en mer dans des conditions horribles, avec un accès limité à une nourriture adéquate ou à de l'eau, les abandonnant en mer dans certains cas.

L'an passé, le nombre estimé de personnes ayant quitté le Myanmar et le Bangladesh aurait augmenté pour atteindre quelque 53.000 personnes. Environ 920 migrants ont péri dans le golfe du Bengale entre septembre 2014 et mars 2015. Il s'agit principalement de Rohingyas originaires de l'Etat de Rakhine, au Myanmar, qui fuient les persécutions, auxquels s'est ajouté un nombre croissant de migrants bangladais pauvres l'an passé.

« Tant que le gouvernement du Myanmar ne réglera pas la question de la discrimination institutionnelle contre la population rohingya, y compris l'accès égal à la citoyenneté, cette migration précaire continuera », a dit Zeid Ra'ad Al Hussein.

Le Haut-Commissaire a salué l'annonce de la tenue d'une réunion régionale sur les migrations irrégulières dans l'Océan indien organisée en Thaïlande le 29 mai et destinée à discuter de la crise actuelle.

De son côté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est dit préoccupé par la situation des enfants et de leurs familles coincés sur les bateaux en mer.

« Ces enfants ont besoin et ont le droit à une aide et une protection de toute urgence », a dit l'UNICEF dans une déclaration à la presse.

L'agence onusienne a rappelé qu'en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par tous les pays d'Asie du Sud-Est, toute action qui peut avoir un impact sur les enfants doit être guidée par l'intérêt supérieur de ces enfants, peu importe qui ils sont et d'où ils viennent.

Journée des familles : Ban Ki-moon appelle à défendre les droits des femmes et des enfants



15 mai - A l'occasion de la Journée internationale des familles, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé vendredi la communauté internationale à se mobiliser pour défendre les droits des femmes et des enfants dans la famille et dans la société.

Créée le 20 septembre 1993 par l'Assemblée générale de l'ONU, la Journée internationale des familles est célébrée chaque année le 15 mai et fournit l'occasion de sensibiliser le public aux questions relatives à la famille ainsi qu'aux tendances sociales, économiques et démographiques qui affectent les familles.

L'édition 2015 de la Journée a pour objectif de promouvoir l'égalité des sexes et les droits des enfants au sein des familles, sur le thème : « Les hommes responsables ? Égalité des sexes et droits des enfants au sein des familles contemporaines ».

Dans un message rendu public pour célébrer la Journée, le Secrétaire général est revenu sur l'importance de l'autonomisation des femmes au sein de la famille.

« Dans le monde entier, de plus en plus de femmes sont reconnues, comme il se doit, en tant que partenaires à part entière qui participent sur un pied d'égalité aux décisions concernant la famille, ce qui aide à créer un environnement favorable à l'épanouissement complet et harmonieux de l'enfant », a-t-il déclaré.

M. Ban a cependant regretté le fait que, dans nombreux pays, le droit de la famille et les politiques publiques continuent de cautionner la discrimination contre les femmes et ne font aucun cas des droits de l'enfant.

« Nous payons tous le prix économique et social de cette situation », a regretté le Secrétaire général, précisant que la discrimination et l'indifférence conduisent souvent à la violence, mettant en péril la santé des femmes et des enfants et compromettant leurs chances de poursuivre leur scolarité jusqu'au bout et de réaliser leur potentiel.

« Le cycle tend à se reproduire de génération en génération, du fait que les enfants qui ont subi des violences sont plus à même d'y recourir à leur tour une fois adultes », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a estimé que le développement social et économique ne peut être équitable que s'il repose sur un cadre juridique et des normes sociales équitables, qui confirment les droits des femmes et des enfants.

« En cette journée internationale, manifestons notre volonté de changer les normes juridiques et sociales qui organisent le contrôle des hommes sur les femmes, renforcent la discrimination et empêchent l'élimination de la violence contre les membres vulnérables de la famille », a appelé M. Ban.

Chypre : l'ONU se félicite de la reprise des négociations sur des bases concrètes



15 mai - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué la reprise des négociations à part entière vendredi entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, après plusieurs mois d'impasse du processus.

Depuis les événements de 1974, le territoire chypriote fait l'objet d'une partition. En 1983, la partie nord s'est autoproclamée République turque de Chypre du Nord, sans obtenir la reconnaissance de la communauté internationale, à l'exception de la Turquie.

S'exprimant par l'intermédiaire de son porte-parole dans un communiqué de presse, le Secrétaire général s'est félicité jeudi dans la soirée de la reprise imminente des négociations directes sur la réunification de l'île entre le dirigeant chypriote grec Nicos Anastasiades et le dirigeant chypriote turc Mustafa Akinci.

M. Anastasiades et M. Akinci sont en effet retournés à la table des négociations vendredi 15 mai, sous l'égide du Conseiller spécial des Nations Unies sur Chypre, Espen Barth Eide.

« Les deux leaders ont commencé à élaborer leur vision commune pour une Chypre fédérale unifiée. Cela s'est produit dans une atmosphère positive et constructive », a déclaré M. Eide dans un communiqué de presse, suite à la réunion entre les deux dirigeants.

Le Conseiller spécial a précisé que M. Anastasiades et M. Akinci ont convenu de se rencontrer au moins deux fois par mois. Leur prochaine réunion aura lieu le 28 mai 2015, a-t-il ajouté.

Entre autres gages de bonne volonté, M. Anastasiades a fourni à M. Akinci les coordonnées géographiques de 28 champs de mines dans le nord de l'île et M. Akinci a annoncé la fin de l'obligation de signature de formulaires pour se déplacer d'une

zone à l'autre de Chypre. Les deux dirigeants ont également décidé de créer un comité pour promouvoir des événements culturels susceptibles de rassembler les deux communautés.

« Les deux leaders ont souligné l'importance de la question des personnes portées disparues et ont accepté de travailler ensemble pour régler ce problème d'ordre humanitaire », a poursuivi M. Eide.

De son côté, M. Ban a salué la volonté des deux dirigeants « d'aller de l'avant sans délai, d'une manière constructive et dévouée », comme ils en avaient manifesté l'intention à l'occasion d'un dîner organisé par M. Eide, le 11 mai dernier.

Le Secrétaire général a appelé les dirigeants à saisir cette occasion pour réaliser des progrès tangibles en faveur d'un règlement global de la situation, bénéfique à la fois pour les Chypriotes grecs et turcs.

Le Secrétaire général a ainsi réitéré son engagement à soutenir les dirigeants dans leurs efforts pour parvenir à une solution concernant la partition de Chypre.

Des centaines d'enfants libérés par les groupes armés en République Centrafricaine, selon l'UNICEF



15 mai - Plus de 300 enfants –dont plusieurs de moins de 12 ans- ont été libérés par des groupes armés en République Centrafricaine aujourd'hui à la suite d'un accord conclu sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à travers lequel les dirigeants de ces groupes s'engagent à rendre leur liberté à tous les enfants se trouvant dans leurs rangs.

Au cours de trois cérémonies distinctes dans la ville de Bambari aujourd'hui, 357 enfants ont été libérés par les milices anti-Balaka et les groupes armés issus de l'ex-Seleka. Aux côtés du gouvernement et de ses partenaires, l'UNICEF a commencé à fournir un appui psychosocial aux enfants, à les réunifier avec leurs familles ainsi qu'à accompagner le processus de réintégration au sein des communautés.

« Après deux ans d'intensifs combats, la libération des enfants par ces groupes, le même jour, est une véritable avancée pour la paix », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en République centrafricaine, Mohamed Malick Fall, qui était présent lors des cérémonies. « La violence et la souffrance peuvent désormais laisser place à un futur plus prometteur pour ces enfants ».

Les enfants ont subi des examens médicaux, et ils ont aussi eu la possibilité de s'entretenir avec des travailleurs sociaux spécialement formés. Dès que les conditions de sécurité le permettront, ceux qui ont leurs familles dans la région pourront rentrer chez eux tandis que les autres sont placés en familles d'accueil le temps de retrouver leurs familles.

Il s'agit de la plus grande libération simultanée d'enfants associés à des groupes armés jamais effectuée en République Centrafricaine, depuis que les violences ont éclaté en 2012.

« C'est le début d'un processus qui, nous l'espérons, aboutira à la libération de milliers d'autres enfants associés aux groupes armés », a déclaré Mohamed Malick Fall. « Chacun d'entre eux aura besoin de soutien et de protection afin de pouvoir reconstruire leurs vies et reprendre le cours de leur enfance ».

Fruit d'une collaboration entre l'UNICEF, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) et le gouvernement centrafricain, l'engagement des représentants des 10 groupes armés a été décroché la semaine dernière lors du Forum de réconciliation nationale de Bangui. L'UNICEF estime qu'entre 6.000 à 10.000 enfants sont en ce moment associés à ces groupes, que ce soit comme combattants, utilisés à des fins d'exploitation sexuelle ou dans des rôles divers tels que cuisiniers ou messagers.

Les groupes armés se sont également engagés à mettre fin immédiatement à tout nouveau recrutement de mineurs, et à donner à l'UNICEF et à ses partenaires l'accès immédiat et sans restrictions aux zones sous leur contrôle, de manière à pouvoir recenser, identifier et libérer les enfants.

Népal : l'ONU appelle à intensifier l'aide humanitaire d'urgence avant la mousson



15 mai - Lors d'une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation au Népal, des hauts responsables de l'Organisation ont insisté vendredi sur la nécessité d'intensifier de toute urgence l'aide humanitaire apportée au pays, dont la population a subi deux tremblements de terre majeurs à quelques semaines à peine d'intervalle.

« Au cours des trois dernières semaines, les vies de huit millions de Népalais ont été bouleversées de manière inimaginable », a déclaré dans un discours le Secrétaire général de

l'ONU, Ban Ki-moon.

Le 25 avril 2015, a-t-il rappelé, le Népal a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 7,8 qui a fait environ 8.000 morts et le double de blessés ; et environ deux semaines plus tard, le 12 mai, un second séisme de magnitude 7,3 a causé la mort de dizaines de Népalais et blessé plus de 2.000 autres.

Revenant sur l'ampleur des ravages causés par les deux catastrophes, M. Ban a mentionné la destruction de 400.000 maisons et les centaines de milliers de Népalais mis à la rue dans 39 des 75 zones administratives du pays.

Le Secrétaire général a salué le déploiement par le gouvernement de 10.000 soldats népalais afin de soutenir les opérations de sauvetage ainsi que l'intensification des opérations humanitaires, qui ont permis à ce jour de fournir de la nourriture à plus d'un million de Népalais, de l'eau potable à 350.000 personnes et un abri à plus de 150.000 familles.

Cependant, le Secrétaire général a mis en garde la communauté internationale contre les risques de propagation d'épidémies à l'approche de la saison des pluies, notamment le choléra et d'autres maladies liées à l'eau.

« Je ne saurais pas assez insister sur l'importance d'apporter de l'aide à toutes les personnes dans le besoin dans les prochaines semaines, y compris de l'approvisionnement en eau potable et du matériel d'assainissement des eaux », a poursuivi M. Ban.

A cette fin, le Secrétaire général a exhorté les Etats membres à financer les 423 millions de dollars estimés nécessaires pour faire face à la crise humanitaire au Népal dans les prochains mois, dont 60 millions seulement ont à ce jour été obtenus (14%).

« Inutile de dire que 14% de financement est loin d'être suffisant. Engageons-nous à faire plus et mieux », a dit M. Ban.

De son côté, le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Sam Kutesa, a mis l'accent sur la nécessité d'apporter un abri aux 2,8 millions de personnes déplacées dans le pays.

« Tous les efforts doivent être entrepris pour s'assurer que les personnes vivant à l'air libre puissent avoir accès à des abris de base le plus vite possible », a-t-il affirmé dans un discours lu par un Vice-président de l'Assemblée, Kaha Imnadze.

M. Kutesa a également insisté sur la nécessité de garantir le retour des personnes déplacées dans leurs villages avant le début de la saison des pluies.

« Dans le cas contraire, les villageois ne pourront pas semer les récoltes, ce qui aurait des conséquences graves en terme de sécurité alimentaire pour le pays », a-t-il expliqué.

« Avec le début de la mousson prévu pour le mois de juin, il est de la plus haute importance qu'un effort de secours complet soit lancé aussi rapidement et efficacement que possible », a conclu le Président de l'Assemblée générale.

Sur fond de trêve humanitaire au Yémen, le HCR achemine de l'aide par voie aérienne



15 mai - Au troisième jour de la trêve humanitaire temporaire au Yémen, l'un des six avions transportant du matériel d'urgence affrétés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a atterri vendredi en toute sécurité dans la capitale du pays.

« Ce matériel devrait permettre d'améliorer les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent des dizaines de milliers de civils désespérés arrachés à leurs foyers à la suite de l'escalade du conflit », a déclaré dans un communiqué de presse un membre du bureau du HCR au Yémen, Charlotte Ridung.

« La population du Yémen bénéficie désormais d'une période de répit et la communauté humanitaire a maintenant la possibilité de fournir une aide indispensable », a-t-elle ajouté.

Selon le HCR, l'avion, qui transportait des couvertures, des ustensiles de cuisine et des matelas en provenance de Dubaï, est arrivé à l'aéroport international de Sanaa à 15:45 heure locale. Un deuxième avion devait atterrir plus tard dans l'après-midi, suivi de quatre cargaisons supplémentaires au cours des deux prochains jours, à supposer que les conditions de sécurité locales le permettent, a précisé Mme Ridung.

Les six vols permettront de transporter 150 tonnes de matériel, alors que d'autres cargaisons sont également en route par voie de mer en provenance de Djibouti. Au total, 250.000 personnes devraient bénéficier de ces différentes livraisons de matériel humanitaire.

Outre quelques accrochages sporadiques observés à certains endroits du pays, la trêve entrée en vigueur mardi 12 mai dans la soirée a été majoritairement suivie, contribuant à l'ouverture des routes, des marchés et des voies d'approvisionnement au HCR et à ses partenaires, a remarqué Mme Ridung.

Le HCR estime à 450.000 le nombre de Yéménites déplacés par le récent conflit, en plus des 330.000 personnes précédemment déplacées.